



C'EST PAS MOI !

Azouz Begag

*Chercheur au CNRS, écrivain,
ancien ministre*

Rompu aux jeux du langage,
Azouz Begag pointe ici les
malentendus linguistiques
relevés lors d'une séance de
plaidoirie dans un tribunal.
Combien est grand l'écart entre
«le dialecte de l'Ecole de la
Magistrature et celui de l'Ecole
de la Rue» !
C'est pourquoi il prône, non
sans humour, la création d'un
nouveau métier : traducteur du
français au français, autrement
dit, du français côté barre au
français côté fauteuil.

Entre la langue des jeunes et celle des institutions, les codes diffèrent, se télescopent. A l'avenir, qui devra apprendre la langue de l'autre ? La question reste en suspens. A l'évidence, la maîtrise de la langue nationale est une clé de l'inégalité sociale et un sujet essentiel de l'égalité des chances. J'avais déjà identifié ce schisme linguistique il y a une dizaine d'années, alors que je passais quelques jours au Tribunal correctionnel de Lyon à suivre des procès où comparaissaient des enfants des banlieues. J'étais alors en train d'écrire un livre sur la langue de l'Ecole de la Rue confrontée à celle de l'Ecole Nationale de la Magistrature. Un cas d'espèce m'est resté en mémoire. Un jeune homme, d'origine tunisienne, comparaissait devant le juge, accusé d'avoir volé les jetons d'un joueur dans un casino pour les monnayer à la caisse. En préambule, le juge avait rappelé les charges qui pesaient sur lui et demandé s'il continuait de contester les faits, comme indiqué dans le dossier qu'il avait sous ses yeux. Je revois encore la scène... : après une seconde d'hésitation, le jeune homme répondit crânement « non » et ajouta un signe de la tête pour appuyer sa déclaration. A la question « contestez-vous les faits ? », il venait de répondre clairement « non ».

Soudain, le visage du juge s'éclaira, il avait face à lui quelqu'un qui, enfin, avouait, contrairement à tous les autres qu'il avait vu passer devant lui. Il redressa la tête vers ce



bon client, certain que ce dossier se solderait illico, répéta « donc vous ne contestez pas les faits ». Le jeune répondit « non ». Surpris, le juge souleva une paupière : « Vous ne contestez pas ? », comme s'il n'y croyait pas encore et souhaitait recevoir une ultime approbation. Le prévenu répéta « non », mais cette fois, après un silence, il termina sa phrase par un étrange : « c'est pas moi ».

Le juge souleva alors l'autre paupière, il avait peut-être mal entendu. Il dit au type plus sèchement : « vous contestez ou vous ne contestez pas ? Faudrait savoir. » Et le prévenu répéta : « non », puis de nouveau, après trois points de suspension, termina sa phrase par ses trois mots énigmatiques : « c'est pas moi ».

Cette fois, le juge referma son dossier d'un geste brutal. Sa voix monta d'un cran, comme son envie de taper du poing sur la table et crier combien l'exaspéraient ces citoyens dont la maîtrise du français était si faible qu'il en perdait son latin. Les deux paupières en accent circonflexe, il répéta la question et réalisa, désespéré, que l'accusé était en fait un affabulateur, un falsificateur de vérité, comme beaucoup de ceux qui l'avaient précédé à la barre. « Non, non », le type insistait à présent avec vigueur, il niait tout, il n'avait pas volé les jetons, il n'était pas celui qu'on croyait : il était innocent. Furieux, le juge lui demanda alors pourquoi il avait affirmé qu'il ne contestait pas les faits. A cet instant, assis sur mon banc au milieu du public, je trépignais, j'allais me lever et informer le juge d'un indice que je venais de découvrir, parce que j'avais l'habitude de ces malentendus linguistiques dans les banlieues¹ : le prévenu ne connaissait pas le verbe «contester». Aussi invraisemblable fût-il. J'en étais convaincu : c'était là l'explication du quiproquo. Mais personne ne bougeait. Je restai assis. J'étais seul à pouvoir identifier le hiatus sociolinguistique.

Je fixais le juge, visage plié par une mimique nerveuse, qui extrayait maintenant de son dossier des photos prises du voleur au casino le montrant avec le pot de jetons. « Et ça ? » L'accusé se cabra : « c'est pas moi ! » Il annonça *in fine* qu'il croyait que les jetons étaient à son collègue avec qui il était venu au casino. Puis le silence tomba. La dernière défense était médiocre et impossible à jouer. D'ailleurs, où était ce collègue mystérieux, quelle était son identité ? L'acteur dit que c'était un *collègue comme ça*, rencontré par hasard.

Le juge le condamna sévèrement. Le voleur fixa son avocat qui referma son classeur sans piper mot. Je sortis du tribunal, troublé. Au sous-sol de la société, des jours durant, j'avais observé les damnés, des pauvres de tous genres, des immigrés, des enfants de banlieues, des largués, hommes et femmes, qui présentaient tous le même stigmate : l'absence de maîtrise de la langue. La pauvreté de leur dictionnaire de mots possibles limitait dramatiquement leur « présentation de soi » dans l'espace public. Or, si on ne possède pas une connaissance minimale de la langue d'ici, on ne peut pas connaître les institutions et, au tribunal, on risque gros car on doit se défendre avec des mots, des phrases pour produire du sens devant les accusateurs, le Procureur. On doit savoir les codes de cette production de sens. A la barre, je voyais des inculpés qui non seulement ne comprenaient même pas les questions du juge, mais qui en outre s'exprimaient dans une langue inconnue, en verlan, avec des accents très marqués, puis finalement avec des gestuelles, des mimiques pour plaider leur sort. Ils étaient presque tous français. Ils étaient nés dans les environs, en banlieue, pas très loin géographiquement, juste quelques kilomètres à vol d'oiseau, mais dans la société *d'écueils*, avais-je noté sur mon carnet de notes. J'avais alors pensé à la création d'un nouveau métier :



traducteur du français au français, pour faire la navette entre la langue côté barre



société. Il fallait se faire une raison. Pour les plus précaires, l'organisation institutionnelle, politique, administrative de la société est une abstraction. Ils ne peuvent pas y accéder. Ils ne sont pas formatés. Inversement, pour les mieux nantis aussi, l'organisation sociale de la survie chez les plus pauvres, qu'ils nomment communément l'*économie souterraine* ou *parallèle*, est une abstraction. Cependant, il y a une grande différence entre ces deux univers : l'un vote, l'autre non. Les partis et les candidats aux élections le savent ■

et celle côté fauteuil. En somme, un métier de passeur entre le dialecte de l'Ecole de la Magistrature et celui de l'Ecole de la Rue.

Voilà où nous en étions en France à l'aube du troisième millénaire. Le juge, qui avait fait des années d'études à l'université pour s'en sortir socialement, exigeait des délinquants qui n'avaient pas pu « dérouiller »² qu'ils avouassent pourquoi ils avaient menti, volé, triché. Il voulait établir la vérité clinique, c'était le sens de son travail. Il se nourrissait d'explications. Mais il ne pouvait pas imaginer que les damnés qui défilaient devant lui ne savaient pas « dire les choses » de leur vie, que les mots leur manquaient pour dénouer les noeuds de leur existence, les « exprimer » au sens littéral. On avait l'impression qu'ils avaient toujours tenté de déjouer les faits, de faire diversion avec leur sort afin de tromper les mâchoires de la galère, ruser avec le déterminisme. Ils étaient des *ne-savent-pas*. Avoir des idées, les formaliser sous forme orale et écrite relevait pour eux d'une performance intellectuelle inaccessible. Le juge n'était pas sensible à ce versant de l'exclusion sociale. Beaucoup de prévenus qui passaient devant lui allaient sans doute finir dans les halls de gare de la

1. Begag Azouz, Trafic de mots en banlieue : du « nique ta mère » au « plaît-il », in MIGRANTS-FORMATION, numéro spécial « Questions de langue », n°108, Centre National de la Documentation Pédagogique, Montrouge, pp. 30-37, mars 97 ; lire aussi Arditty, JO et Blanchet, Ph. « La 'mauvaise langue' des 'ghettos linguistiques' : la glottophobie française, une xénophobie qui s'ignore » dans /Asylons/ n° 3, 2008, revue en ligne : <http://terra.rezo.net/article748.html>

2. Begag Azouz, *Les Dérouilleurs*, Fayard-Mille-et-Une Nuits, 2003

À lire aussi d'Azouz Begag :

- *Bouger la banlieue*, éditions Elytis, Bordeaux, 2012
- *C'est quand il y en a beaucoup... Les nouveaux défis identitaires français*, Editions Belin, 2011

